



Pour une véritable responsabilité écologique d'Orange

Il est désormais acquis que la défense de l'environnement est déterminante pour la survie du vivant. **Les modes de production actuels, basés sur le profit immédiat, détruisent l'écosystème et les plus pauvres en sont déjà les principales victimes.** Mois après mois les records de température sont battus, la température des mers n'a jamais été aussi élevée, les catastrophes environnementales se succèdent : inondations, incendies de forêts, tempêtes, cyclones... avec des conséquences de plus en plus importantes. Les scientifiques alertent, et rentrent pour certains dans la désobéissance civile. Jean Jouzel, scientifique de renommée mondiale et vice-président du GIEC jusqu'en 2015, connu pour être plutôt modéré, le dit lui-même : « **Le capitalisme est incompatible avec la lutte contre le réchauffement climatique** ». Au-delà même du réchauffement climatique, l'urgence est déjà pour l'humanité sur l'accès à l'eau, les cocktails de polluants chimiques, la prolifération des déchets non facilement réductibles (nucléaire, plastique), l'épuisement des ressources naturelles non renouvelables, la 6^{ème} extinction des espèces...

Devant le conservatisme des États -y compris la France- en accord avec les puissances économiques et financières ; Devant leur faillite à agir pour la protection de notre bien commun qu'est l'environnement, il est urgent pour **les organisations syndicales d'intensifier cette mobilisation.**

A Orange, l'impact de nos activités sur l'environnement est de plus en plus négatif. Nos dirigeants se succèdent avec toujours la même croyance dogmatique dans le « solutionnisme technologique » (*i.e. une toute confiance dans la technologie pour résoudre un problème souvent créé par des technologies antérieures*). Si le numérique peut être un élément de solution, il reste surtout une partie du problème. Le réchauffement climatique ne se résoudra jamais tant que l'entreprise sera à la recherche du profit maximum, en considérant uniquement l'optimisation de la consommation énergétique de nos services, et sans jamais chercher la sobriété numérique. Nous revendiquons cette sobriété même si elle doit passer par une limitation de l'usage des services, et donc une réduction du « business » d'Orange. **Pour la CGT, il est grand temps d'agir face à l'urgence, et d'inverser**



**AGIR POUR UN
MEILLEUR AVENIR**

cette logique ultra-libérale et prédatrice. La déclaration du PDG de Total : « *J'assume de poursuivre mes investissements pétro-gaziers car la demande croît. Je respecte l'avis des scientifiques mais il y a la vie réelle.* » n'annonce hélas rien de bon quant à la position des dirigeants de nos entreprises pour l'avenir (« *Notre maison brûle et nous regardons ailleurs...* » - J. Chirac 2002).

Alors bien sûr Orange répondra en parlant d'écoconception, de bâtiments vertueux, de terminaux reconditionnés etc., mais cela est bien dérisoire par rapport à tout le reste : augmentation perpétuelle du trafic réseau, stockage dans des datacenters hautement énergivores et traitement exponentiels de données collectées tous azimuts pour la désormais sacro-sainte IA, construction de nouveaux bâtiments, voire destruction des anciens, plutôt que leur rénovation... Pour un service écoconçu ou un terminal reconditionné, quelle quantité de publicité subissons-nous pour une offre alléchante de changement de mobile ou d'abonnement à un nouveau service futile !

En termes de responsabilité écologique, la CGT a des propositions pour Orange

Pour la stratégie de l'entreprise :

- **Participer à une régulation globale des acteurs du numérique**, régulation indispensable pour la préservation de l'environnement ;
- **Un effort d'investissement important dans la Recherche & Développement** pour permettre notamment la transition vers des modèles respectueux de l'environnement ;
- **Réduire les activités polluantes, énergivores et socialement nuisibles** au bénéfice de projets de low-tech durables impliquant de préférence des acteurs locaux ;
- **Rénover les bâtiments** plutôt que d'en construire de nouveaux ou pire, de les détruire.

Pour nos activités :

- **Évaluer l'impact environnemental de chaque nouveau projet** de l'entreprise (produits, services ...) incluant leur cycle de vie ;
- **Faire de la sobriété un critère de performance** et d'exemplarité de l'entreprise ;
- **Attribuer les marchés et prestations de service en fonction de critères sociaux et environnementaux.**
- **Rouvrir des boutiques de proximité** pour éviter à nos clients des déplacements énergivores et polluants pour se rendre dans nos points de vente.

Pour les salarié·e·s :

- **Réduction du temps de travail** (comme cela se développe en Europe) **sans réduction de salaire afin de libérer du temps pour qu'ils puissent s'engager** sur des actions humaines, sociales et environnementales ;
- Mettre à leur disposition **de réelles formations aux enjeux environnementaux, dont les questions climatiques et énergétiques** ;
- Rendre **durables et réparables** leurs outils de travail ;
- Leur donner **accès à des modes de déplacements professionnels alternatifs** moins polluants ;
- **Rouvrir les sites de travail de proximité** dans les petites et moyennes villes pour limiter l'impact des trajets et proposer un aménagement du territoire cohérent.



Pour des ASC sociales, solidaires, écologiques et responsables

En novembre 2023, les salarié.es d'Orange voteront pour élire leurs représentant·e·s au CSE. Ces élu·e·s gèreront également les Activités Sociales et Culturelles (ASC).

Cela peut être le premier lieu pour **mettre en œuvre des ASC responsables** en favorisant notamment des activités écologiquement et socialement responsables et une économie sociale et solidaire.

Nos priorités sont :

- **Créer du lien social** sans discrimination ;
- **Organiser des activités locales** avec les salarié.e.s ;
- **Permettre l'accès pour tous aux activités** culturelles et sportives, et aux voyages ;
- Remplacer le prestataire de gestion des activités par un **acteur de l'économie sociale et solidaire** ;

Favoriser les activités écologiquement et socialement responsables, en désubventionnant progressivement les activités à fort impact environnemental.

Nous mènerons ces différentes actions en concertation avec les salarié·e·s, afin de construire ensemble l'offre la plus pertinente.